



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Ministère de l'Intérieur
Secrétariat Général Commun
Direction des Achats**

ACCORD-CADRE N° APPEL D'OFFRES OUVERT

(L'accord-cadre est mixte et s'exécutera, en partie, par émission de bons de commande)

(Articles L 2124-1, L 2124-2, R2124-1, R2124-2, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

NETTOYAGE DES LOCAUX, ENTRETIEN DES VITRES LA FOURNITURE D'ACCESSOIRES DE CONSOMMABLES ET AUTRES PRESTATIONS ASSOCIÉES AU BON FONCTIONNEMENT DE L'HÔTEL DE POLICE DE BASSE-TERRE

Personnes en charge de la consultation :

Renseignements administratifs :

Nom : Nadia FELICIO (nadia.felicio@guadeloupe.gouv.fr) – Direction des Services des Achats de l'État (DIASE)

Renseignements techniques :

Nom : Esther MARINETTE (esther.marinette@interieur.gouv.fr) – Représentante du service administratif et technique de la police nationale (SATPN)

Nom : Thomas GEERAERT (thomas.geeraert@interieur.gouv.fr) – Représentant de la direction territoriale de la police nationale (DTPN)

Les questions relatives à la procédure doivent être posées sur la plate-forme de dématérialisation conformément à l'article « questions complémentaires » du RC.

Date et heure limite de dépôt des plis des candidatures et des offres

Le 06 décembre 2025 à 12 heures précises

(Heure local de Guadeloupe)

Pages numérotées de 1 à 23

Table des matières

GLOSSAIRE	4
IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
<i>Article 1 : Dispositions générales</i>	<i>5</i>
<i>Article 2 : Objet et étendue de l'accord-cadre</i>	<i>5</i>
<i>2.1 Objet de l'accord-cadre</i>	<i>5</i>
<i>2.2 Procédure de l'accord-cadre</i>	<i>6</i>
<i>2.3 Forme de l'accord-cadre</i>	<i>6</i>
<i>2.3.1 Reprise du personnel</i>	<i>6</i>
<i>2.4 Montant de l'accord-cadre</i>	<i>6</i>
<i>2.5 Allotissement</i>	<i>6</i>
<i>2.6 Nomenclature communautaire</i>	<i>6</i>
<i>2.7 Variantes</i>	<i>6</i>
<i>2.8 Nombre de candidats</i>	<i>7</i>
<i>2.9 Durée de l'accord-cadre</i>	<i>7</i>
<i>2.10 Lieux d'exécution</i>	<i>7</i>
<i>2.11 Groupement d'opérateurs économiques (Co-traitance)</i>	<i>7</i>
<i>2.12 La sous-traitance</i>	<i>7</i>
<i>Article 3 - Conditions d'exécutions de l'accord-cadre</i>	<i>8</i>
<i>3.1 – Pièces constitutives de l'accord-cadre</i>	<i>8</i>
<i>3.2 Description de la prestation</i>	<i>8</i>
<i>3.3 Validation des prestations</i>	<i>8</i>
<i>Article 4. Modalités régissant les bons de commande et les échanges dématérialisés</i>	<i>9</i>
<i>4.1 Modalités d'émission de bons de commande</i>	<i>9</i>
<i>4.2 Modalités régissant les bons de commande</i>	<i>9</i>
<i>4.2.1 Contenu des bons de commandes</i>	<i>9</i>
<i>4.2.2 Traçabilité du bon de commande</i>	<i>10</i>
<i>4.2.3 Modification / Annulation d'un bon de commande</i>	<i>10</i>
<i>4.3 Modifications en cours d'exécution</i>	<i>10</i>
<i>4.3.1 Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et/ou normative</i>	<i>10</i>
<i>4.3.2 Modalités de mise en œuvre de la modification / de l'ajout</i>	<i>10</i>
<i>Article 5. Modalités d'exécution du marché</i>	<i>11</i>
<i>5.1 Dispositions générales</i>	<i>11</i>
<i>5.2 Modalités d'exécution de la prestation en Guadeloupe ainsi que dans ses dépendances</i>	<i>11</i>
<i>Article 6 : Obligations du titulaire</i>	<i>11</i>
<i>6.1 Obligation d'information et de conseil</i>	<i>11</i>
<i>6.2 Confidentialité</i>	<i>11</i>
<i>6.3 Obligation d'exécution</i>	<i>12</i>
<i>6.4 Disposition en cas de non-respect des obligations</i>	<i>12</i>
<i>6.5 Suivi de l'accord-cadre</i>	<i>13</i>
<i>6.5.1 Interlocuteur service Achats pour le suivi de l'accord-cadre</i>	<i>13</i>
<i>6.5.2 Interlocuteur commercial et technique du service Achats</i>	<i>13</i>
<i>6.5.3 Réunions de suivi</i>	<i>13</i>
<i>6.5.4 Pilotage des prestations</i>	<i>13</i>
<i>Article 7 : Défaillance du titulaire</i>	<i>13</i>
<i>Article 8 : Modalités financières du marché</i>	<i>14</i>
<i>8.1 – Détermination, forme et contenu du prix</i>	<i>14</i>
<i>8.2 – Contenu des prix</i>	<i>14</i>
<i>8.3 – Révision des prix</i>	<i>14</i>

8.4. Clause de sauvegarde	14
8.5 Clause de réexamen	14
8.6 Contrôle du coût de revient du marché public	15
8.7 Avance	15
8.8 Facturation	15
8.8.1 Prérequis à la facturation	15
8.8.2 Mentions devant apparaître sur les factures dues à la prestation réalisée	...16
8.8.3 Périodicité de l'émission des factures produites en raison des prestations réalisées16
8.8.4 Transmission des factures	16
8.8.5 Envoi des factures à partir d'un système tiers17
8.8.6 Utiliser le portail Chorus Pro17
8.9 Délais de paiement	..17
8.10 Retard de paiement	18
8.11 Émission de titre de recette, le cas échéant	.18
Article 9 : Cession ou nantissement des créances	18
9.1 Cession de Marché	.18
9.2 Nantissement des créances	18
Article 10. Prestations similaires	19
Article 11 : Assurance	19
Article 12 : Pénalités	19
Article 13 :Résiliation de l'accord-cadre	21
13.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	21
13.2 - Résiliation pour faute du titulaire	21
13.3 - Clause de sauvegarde	21
Article 14 : Pièces et attestations à fournir	21
14.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	21
14.2 Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)	22
14.3 Liste nominative du personnel étranger	22
14.4 Obligations en matière de détachement des travailleurs (hors France)	22
Article 15 : Développement durable	22
15.1 Responsabilité environnementale	23
Article 16 : Clause ou stipulation réputée non écrite	23
Article 17 : Litiges	23
DÉROGATIONS CCAG-FCS	23

GLOSSAIRE

N° Marché-public	
Le SGC	Le secrétariat Général Commun (circulaire du premier ministre, publiée le 2 août 2019) est une direction à vocation interministérielle créée le 1 ^{er} janvier 2021. Il regroupe toutes les fonctions supports (Ressources humaines, Finances, Achats, logistiques, Immobiliers, Ressources informatiques et téléphonies) des directions de l'État placées sous l'autorité du préfet de la région Guadeloupe (DREAL, DRAAF, DRAC, DREETS).
La DIASE	La Direction des Achats des Services de l'État ou « service achat » pilote la politique des achats au sein du SGC. Mission : Mettre en place des stratégies d'achats ; mutualiser les achats (Marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services) pour les directions du SGC.
Le SATPN / La DTPN	Le service administratif et technique de la police nationale et la direction territoriale de la police nationale sont les services prescripteurs dans le cadre de la commande publique. Ces services sont à l'origine du besoin. Ce sont eux qui identifient, définissent et justifient la nécessité d'un achat ou d'une prestation. Ce sont les interlocuteurs techniques du titulaire du marché.
Le Pouvoir Adjudicateur	Désigne le préfet ou son représentant au nom de qui le service achats a conclu le marché avec le titulaire.
Marché public	Désigne l'accord-cadre conclu conformément à l'article L1111-1 du Code de la commande publique. Dans le RC et le CCAP, il est désigné par le terme « marché public » ou « accord-cadre ».
Le titulaire	Est l'opérateur économique qui conclut le marché avec la Direction des Achats des Services de l'État. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté, le cas échéant, par son mandataire.
CCAP	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières applicable à l'accord-cadre n°
CCTP	Le Cahier des Clauses Techniques Particulières applicable à l'accord-cadre n°
Le bénéficiaire	Le bénéficiaire est la personne qui exécute le marché au nom de la Direction des Achats des Services de l'État avec le titulaire, ci-après désignée « le bénéficiaire »
Réglementation sur les marchés publics	- Code de la commande publique du 1 ^{er} avril 2019 (ordonnance n° 2018-1074 du 26/11/2018 et décret n° 2018-1075 du 03/12/2018) - L'arrêté du 30 mars 2021 - Le décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022

IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Ministère de l'Intérieur
Préfecture de la région Guadeloupe
Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe
Secrétariat Général Commun (SGC)
Direction des Achats des Services de l'État
Rue Lardenoy
97 100 BASSE-TERRE
sgc-achat@guadeloupe.pref.gouv.fr

Le Préfet de la région Guadeloupe est le pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre.

Article 1 : Dispositions générales

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) concernent l'exécution des prestations de nettoyage des locaux, entretien des vitres, la fourniture d'accessoires, de consommables et d'autres prestations associées au bon fonctionnement de l'hôtel de police de Basse-Terre.

Article 2 : Objet et étendue de l'accord-cadre

Information préalable :

Le lot 3 du précédent accord-cadre fait l'objet d'une nouvelle consultation en raison de l'augmentation des surfaces à entretenir et l'adaptation des prestations, liées au déménagement des services de la police de Basse-Terre.

Deux lots géographiques ont déjà fait l'objet de notification :

- **Lot n°01** : site de Pointe-à-Pitre
- **Lot n°02** : site des Abymes

2.1 – Objet de l'accord-cadre

Le lot 3 du précédent accord-cadre fait l'objet d'une nouvelle consultation du fait d'une augmentation des surfaces, voire des prestations suite au déménagement des services de la police de Basse-Terre.

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution des prestations de nettoyage des locaux, entretien des vitres, la fourniture d'accessoires, de consommables et autres prestations associées au bon fonctionnement de l'hôtel de police situé 28, boulevard du Général Félix Éboué.

Cet accord-cadre est un marché de service.

En application des articles R2112-6 et R2162-3 du code de la commande publique, l'accord-cadre est mixte et se décompose en :

- Composante 1 : « prestations récurrentes à prix forfaitaires » ;
- Composante 2 : « prestations sur bons de commande à prix unitaires »

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché.

2.2 – Procédure de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

2.3 – Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre de services.

Conformément aux articles R2162-1 à R2162-6, R2123-13 et R2123-14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mixte, à prestations forfaitaires et à prestations sur bons de commande conclu conformément aux dispositions des articles R2112-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. L'accord-cadre sera conclu avec des opérateurs économiques d'entretien et nettoyage des locaux.

2.3.1 - Reprise du personnel

Conformément à l'article L1224-1 du Code de travail, le titulaire du futur marché, qui entre dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective des entreprises de propreté de la convention collective des entreprises de nettoyage doit prendre en compte dans son offre la reprise du personnel affecté à ces missions avec les mêmes salaires et avantages.

La liste des personnels en place, communiquée par les prestataires actuels sous leur responsabilité, figure en annexe du présent règlement de consultation.

La reprise totale ou partielle du personnel n'exonère pas l'entreprise attributaire de l'exécution des mesures d'insertion par l'activité économique de l'article « clauses sociales » du présent règlement.

2.4 – Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé à **un prix forfaitaire pour les prestations récurrentes et à bons de commande pour les prestations ponctuelles et occasionnelles.**

Conformément a l'article R2121-1 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a procédé à une estimation de la valeur du besoin, **qui demeure non contractuelle**. L'estimation est donnée à titre indicatif aux candidats et n'engage pas le pouvoir adjudicateur. **Le montant estimatif sur la durée totale du marché et pour le lot 3 est de 900 000 € HT.**

2.5 – Allotissement

- **Exception :** Lot n°03 : site de Basse-Terre : Dans le cadre du déménagement des services de la police nationale vers le nouvel hôtel de police de Basse-Terre, le pouvoir adjudicateur a opté pour le lancement d'une nouvelle consultation.

2.6 – Nomenclature communautaire

Les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV : Communt Procurement Vocabulary-) sont :

90919200-4	Service de nettoyage de bureaux
90911300-9	Service de nettoyage de vitres

2.7 – Variantes

Les variantes **ne sont pas autorisées.**

2.8 – Nombre de candidats

L'accord-cadre est *mono-attributaire*.

2.9 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit une (2) fois, par reconduction tacite, pour une durée de douze (24) mois, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder **trente-neuf (39) mois**.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas reconduire l'accord-cadre à la fin de chaque période.

Lorsque la décision est prise de ne pas reconduire, il informera le titulaire de sa décision deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution. Les titulaires de l'accord-cadre sont tenus d'accepter la décision qui leur est notifiée.

Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

L'exécution d'un bon commande ne peut se prolonger au-delà de six mois, la date limite de validité de l'accord-cadre, dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

2.10 – Lieux d'exécution

Les titulaires s'engagent à effectuer les prestations sur le site de l'hôtel de police de Basse-Terre en Guadeloupe.

2.11 – Groupement d'opérateurs économiques (co-traitance)

Dans le cadre du présent marché, les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément à l'article R2142-20 du code de la commande publique. En application de l'article R2142-21, les candidats ne peuvent présenter pour cet accord-cadre plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est, en application des dispositions de l'article R2142-24 du code de la commande publique, solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur pour l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de groupement, la recevabilité de la candidature est analysée pour chaque opérateur économique ; l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.

En application de l'article 2142-23 du code de la commande publique, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

2.12 – La sous-traitance

L'attributaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation de ce marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le sous-traitant est sous la responsabilité du titulaire pour la partie des prestations de son marché, dans les conditions fixées par celui-ci.

La sous-traitance totale est interdite.

La déclaration de sous-traitance intervient :

- soit au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- soit en cours d'exécution du marché.

Un acte spécial de sous-traitance (DC4) doit être présenté par le titulaire dans les deux cas.

Article 3 – Conditions d'exécutions de l'accord-cadre

3.1 – Pièces constitutives de l'accord-cadre

Le marché public est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- Le présent règlement de la consultation ;
- L'acte d'engagement ATTR1 et ses annexes :
 - Annexe 1 : Bordereau Unitaire des Prix (BPU)
 - Annexe 2 : Décomposition du Prix Global et forfaitaire (DPGF)
 - Annexe 3 : grille « Cadre de réponse technique »
- **(L'absence du cadre de réponse technique entraînera le rejet de l'offre).**
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) applicable à l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) applicable à l'accord-cadre ;
- Attestation de visite de site.

(L'absence de l'attestation de visite entraînera le rejet de l'offre).

- Les formulaires (DC1, DC2, DC4) sont à télécharger sur le site et à renseigner :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Pièce générale non fourni :

- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30/03/2021.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables aux représentants du pouvoir adjudicateur et aux services bénéficiaires de l'accord-cadre. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à la personne publique.

3.2 – Description de la prestation

L'ensemble des prestations à exécuter et leurs spécifications techniques sont définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3.3 – Validation des prestations

Le candidat s'engage à présenter au pouvoir adjudicateur les meilleures offres pour chacune des caractéristiques prévues au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 4. Modalités régissant les bons de commande et les échanges dématérialisés

4.1 – Modalités d'émission de bons de commande

Le titulaire est consulté dans les conditions fixées par l'accord-cadre et dans le présent CCAP.

Les bons de commande concernent les prestations à la demande qui seront exécutées :

- Prestations à la demande exceptionnelle d'entretien : Les prestations à la demande non prévue à l'accord-cadre font l'objet d'un bon de commande sans préavis qui prendra la forme d'un planning quotidien d'occupation réel des locaux ;
- Prestations à la demande occasionnelle ou ponctuelle: Les délais de transmission du bon de commande, avant la date d'exécution indiquée, sont de quinze (15) jours calendaires pour les prestations.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai auprès du service des achats exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans le délai contractuel prévu pour l'exécution du bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre

Les bons de commandes sont réalisés par écrit au titulaire et précisent les prestations décrites dans l'accord-cadre.

Le titulaire est consulté lors de la survenance d'un besoin, par mail ou par voie dématérialisée sur un site mise en place par l'opérateur économique dédié pour ces opérations, afin de faciliter les commandes. Un bon de commande lui est transmis en précisant les caractéristiques techniques souhaitées et dans les conditions fixées par l'accord-cadre et dans le CCTP.

Préalablement à l'émission du bon de commande, l'acheteur pourra procéder à une négociation soit sur le prix ou sur les caractéristiques techniques de la prestation.

Le prix négocié ne devra pas être supérieur au prix affiché dans le bordereau de prix unitaire (BPU).

4.2 – Modalités régissant les bons de commande

4.2.1 - Contenu des bons de commandes

Le bon de commande est émis par le système d'information comptable du bénéficiaire (Chorus pour l'État).

Il en résulte que chaque bon de commande précise :

- la référence du marché ;
- le numéro du bon de commande (numéro Chorus pour l'État) ;
- le nom de la direction ou du service à l'origine de la commande ;
- le nom de l'agent passant commande ;
- le nom du service concerné par la prestation ;
- la nature de la prestation ;
- l'adresse de la prestation ;
- le prix unitaire H.T. figurant dans BPU ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le taux de TVA ;
- le montant total TTC de la commande ;
- l'adresse de facturation et l'indication du code service exécutant.

4.2.2 - Traçabilité du bon de commande

Le titulaire accuse réception par voie électronique du bon de commande et doit communiquer au service émetteur du bénéficiaire :

- la date de réception du bon de commande,
- le numéro d'enregistrement interne au titulaire du bon de commande,
- le nom et le n° de téléphone de la personne chargée de suivre le bon de commande,
- à titre indicatif, la date de la prestation lors de l'enregistrement de la commande par le titulaire,
- et toute autre information utile pour la bonne gestion du bon de commande, notamment erreurs ou omissions décelées.

4.2.3 - Modification / Annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande du bénéficiaire, totalement ou partiellement, selon les modalités décrites pour la traçabilité du bon de commande, dans les conditions suivantes :

- Un bon de commande peut être annulé ou modifié sans frais par le bénéficiaire sous réserve que l'annulation intervienne dans un délai de 7 jours calendaires maximum à compter de l'émission du bon de commande.

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

4.3 – Modifications en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, le bénéficiaire peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux conditions d'exécution des prestations notamment quant au processus d'échanges d'informations et à la modalité de facturation. La décision du bénéficiaire est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de trente (30) jours, est réputé l'avoir acceptée.

Toutefois, toute modification entraînant un changement du prix, hors modification de prix issue d'une « révision de prix », ou d'une « modification portant sur un élément constitutif à la prestation », ne peut être réalisée que par avenant.

4.3.1 - Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et/ou normative

En cours d'exécution de l'accord-cadre, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au présent marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification de la prestation, l'ajout d'un ou plusieurs produits, accessoires.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait en excéder le coût de la mise aux normes des caractéristiques du matériel nécessaire à la prestation applicable de plein droit à l'accord-cadre.

4.3.2 - Modalités de mise en œuvre de la modification / de l'ajout

Le Titulaire est tenu de soumettre à la Direction des Achats un dossier motivé au plus tard deux (2) mois avant la date souhaitée d'ajout ou de modification.

Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs entre les prestations modifiées/ajoutées et les prestations présentées à l'accord-cadre,
- Les caractéristiques techniques des prestations ajoutées ou modifiées ;
- Les justificatifs tarifaires conformément aux dispositions ci-avant,
- L'annexe « BPU » mise à jour.

À compter de la réception du dossier complet susvisé, la Direction des Achats dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par la Direction des Achats, le(s) nouveau(x) prix sont intégrés dans l'annexe «BPU» à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Cela prend la forme d'une nouvelle annexe « BPU» modifiée de l'accord-cadre.

Les nouveaux prix entrent en vigueur à la date fixée par la Direction des Achats dans le courrier adressé au titulaire ou à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la validation de cette dernière.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

Article 5. Modalités d'exécution du marché

5.1 – Dispositions générales

Le titulaire prend toutes mesures utiles et nécessaires pour accéder aux locaux du bénéficiaire.

5.2 – Modalités d'exécution de la prestation en Guadeloupe

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation comme stipulé dans le CCTP.

Concernant les bons de commande, il s'engage à exécuter la prestation commandée dans le délai précisé sur le bon de commande à compter de la réception de ce dernier.

Le titulaire doit, avant la prestation, se mettre en rapport avec le bénéficiaire afin de lui faire préciser certaines particularités qui peuvent ne pas avoir été spécifiées par le bénéficiaire.

Article 6 : Obligations du titulaire

6.1 – Obligation d'information et de conseil

Dans le cadre de sa mission, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à informer la Direction des Achats, et le bénéficiaire de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations objet du présent accord-cadre.

6.2 – Confidentialité

Le titulaire reste tenu à une stricte obligation de confidentialité pour toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de ses prestations.

Le titulaire s'engage à cet égard, à obliger son personnel à la plus grande discrétion dans le cadre des prestations qu'il effectuera.

Les personnels, désignées par le titulaire, feront dès la communication de la liste, l'objet d'un passage « fichier ». Celles-ci seront autorisées ou non à accéder au site.

La configuration et contenu des locaux, les accès aux locaux, les clés badges ou moyens techniques permettant d'accéder aux locaux, les personnes rencontrées dans les locaux, présentent un caractère confidentiel mettant à la charge du titulaire les obligations de l'article 5 du CCAG-FCS.

Toutes les informations et tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel ([article 226-13 du Code pénal](#)).

Cette obligation de confidentialité se poursuivra après l'expiration du présent marché sans limitation de durée.

Au terme du Marché, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents et informations mis à disposition par le service des achats et les services bénéficiaires. Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la [loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés](#), le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.3 – Obligation d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que le service des achats ou le service bénéficiaire lui ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;

Le titulaire veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le service des achats se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable du service des achats.

6.4 – Disposition en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

La Direction des Achats pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

6.5 – Suivi de l'accord-cadre

6.5.1 Interlocuteur service Achats pour le suivi de l'accord-cadre

Le titulaire désigne, pour l'exécution et le bon fonctionnement de l'accord-cadre, un interlocuteur unique pour le service Achats, qui dispose du savoir-faire et qui a compétence, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la gestion et le bon fonctionnement de l'accord-cadre.

Il dispose des pouvoirs nécessaires afin de prendre toute décision requise par la situation.

Il assure notamment :

- le suivi des prestations ;
- le suivi opérationnel ;
- l'organisation et le pilotage de réunion(s) ;
- le suivi de la facturation ;
- le conseil en vue de l'optimisation des prestations commandées

Il est joignable et disponible du lundi au vendredi de 7 h à 19 h. En cas d'absence, le titulaire désigne un remplaçant ayant le même niveau d'expertise.

Il est nommé au plus tard quinze (15) jours calendaires après la notification de l'accord-cadre.

6.5.2 - Interlocuteur commercial et technique du service Achats

Il est l'interlocuteur privilégié du service Achats pour toute question d'ordre technique ou commercial. Il a une connaissance approfondie de l'accord-cadre d'un point de vue commercial.

6.5.3 - Réunions de suivi

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire organise :

- dans les locaux du service Achats,
- ou, sur demande du service Achats, dans les locaux du titulaire ;

Des réunions de suivi permettant de vérifier le bon déroulement des prestations. La fréquence est définie d'un commun accord entre le service Achats et le titulaire. Elle est au minimum d'une réunion trimestrielle. À l'issue des réunions, le titulaire soumet au service Achats un projet de compte-rendu rédigé en français dans un format électronique modifiable pour relecture, remarques et acceptation dans les cinq (5) jours ouvrés. Au maximum trois (3) jours ouvrés après le retour du service Achats, le titulaire transmet un compte-rendu validé au format PDF ou équivalent prenant en compte les remarques du service Achats.

6.5.4 - Pilotage des prestations

La mesure de l'atteinte des objectifs (obligation de résultat) et le contrôle de la qualité de l'exécution des prestations seront transcrits dans un compte rendu trimestriel (CRT), signé contradictoirement par la personne chargée du suivi de l'exécution du marché et par le représentant de la société titulaire.

Une copie sera adressée au service des achats.

Article 7 : Défaillance du titulaire

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution, de retard ou d'exécution partielle des Prestations, pour quelque motif que ce soit, le **pouvoir adjudicateur** et le service des achats se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, sans qu'il soit besoin de mettre celui-ci autrement en demeure et sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

Article 8 : Modalités financières du marché

8.1 – Détermination, forme et contenu du prix

Pour les prestations courantes d'entretien et de nettoyage, le marché est conclu au prix global et forfaitaire, prévu dans le DPGF. En ce qui concerne les prestations ponctuelles et occasionnelles le marché est conclu à prix unitaires sur le fondement du BPU.

8.2 – Contenu des prix

Les prix sont révisables.

Les prix sont réputés comprendre :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Prestations ;
- Les frais de formation initiale à l'utilisation des fournitures et à la réalisation des prestations;
- Tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport du matériel nécessaire à la prestation jusqu'au site concerné ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur de l'exécution des services.

8.3 – Révision des prix

Les prix sont révisables à compter de la deuxième année d'exécution du Marché.

La formule de révision de prix est décrite ci-après :

$$P1 = P_0 (0.125 + 0.875(ICH_{Trev-TS_n} / ICH_{Trev-TS_0}))$$

- P1 = prix révisé
- P₀ : Prix du marché au mois de la remise de l'offre
- ICH_{Trev-TS_n} : ICH_{Trev-TS} (indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés) dernier indice connu lors de la demande de révision, publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE
- ICH_{Trev-TS₀} : indice connu au mois de la remise de l'offre

Sous peine de forclusion, la demande de révision du prix est transmise par le Titulaire au service des achats au plus tard 1 mois avant la date anniversaire du Marché, soit la date de notification.

8.4. – Clause de sauvegarde

Si la hausse du prix excède plus de 7 % par période de révision, sans motif préalable adressé au service achat, l'accord-cadre peut être résilié par le service Achats sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité par dérogation à l'article 40 et suivants des CCAG-FCS.

8.5 – Clause de réexamen

En application de l'[article R. 2194-1 du Code de la commande publique](#), l'accord-cadre comporte une clause de réexamen indiquée ci-après.

Les lieux d'exécution, les services, les prestations supplémentaires et les fréquences de nettoyage sont susceptibles d'être modifiés au cours de l'exécution de l'accord-cadre. Le service des achats en informe le titulaire dans un délai raisonnable lui permettant de réaliser les prestations demandées.

La modification des lieux d'exécution et des fréquences de nettoyage est insusceptible d'entraîner une révision des prix unitaires pour les prestations ponctuelles et occasionnelles.

Pour les prestations forfaitaires, des augmentations ou des diminutions du volume des prestations mentionnées au CCTP, peuvent être réalisées sans donner lieu à la passation d'un avenant dans une limite de 5% de la masse forfaitaire sur laquelle le titulaire s'est engagé.

Au-delà des 5% à la hausse ou à la baisse, le forfait pourra être réévalué :

- Pour des modifications de fréquence à la hausse ou à la baisse, la revalorisation sera réalisée en tenant compte des prix de référence figurant dans les fiches sites par typologie de surface.
- Pour des nouvelles implantations, les prix de référence sont ceux figurant dans les fiches sites existantes selon la fréquence et typologie de surfaces
- Pour les suppressions de site, le montant figurant dans la fiche du site fermé sert de prix de référence.

Cette revalorisation peut être demandée à tout moment par le titulaire.

En tout état de cause, chaque début d'année civile, il est tenu de transmettre les fiches sites réajustées qui tiennent compte des évolutions apparues en cours d'exécution (fréquence modifiée, surface de nettoyage modifiée par des travaux, arrêt de prestations, etc.) au service des achats.

Le cumul de ces modifications pourra déboucher sur un réajustement du forfait si les variations à la hausse ou à la baisse sont supérieures au 5 % de la masse forfaitaire. Les réajustements au-delà des 5 % donneront lieu alors à la conclusion d'un avenant.

8.6 - Contrôle du coût de revient du marché public

Conformément aux articles L2196-4 et L2196-5 du code de la commande publique (CCP), le titulaire s'engage à fournir au service Achats, si elle en fait la demande, tous renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations réalisées, objets de l'accord-cadre, dans les conditions fixées à l'article R2196-8 du CCP.

8.7 - Avance

Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance peut lui être versée. Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues à l'article R2191-7 du code de la commande publique. Son taux est fixé à 30 % dans les cas suivants :

- Le Titulaire est une petite et moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises](#) ;
- Le Titulaire est un artisan au sens de [l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce de l'artisanat](#).

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement de l'avance s'effectue lors de la facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci.

8.8 - Facturation

8.8.1 - Prérequis à la facturation

Le « service fait » est requis pour le déclenchement de la facturation. Le « service fait » signifie que la prestation objet du marché ou du bon de commande a été effectivement réalisée.

8.8.2 - Mentions devant apparaître sur les factures dues à la prestation réalisée

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément aux dispositions de l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Aussi, les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- ⌚ le code du service exécutant ;
- ⌚ le numéro du marché ;
- ⌚ le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement, le cas échéant ;
- ⌚ la date de la prestation ;
- ⌚ la référence du marché ;
- ⌚ le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- ⌚ le nom et adresse du créancier ;
- ⌚ le numéro de son compte bancaire ou postal à créditer;
- ⌚ la nature et description de la prestation réalisée ;
- ⌚ le montant hors T.V.A de la prestation réalisée ;
- ⌚ le taux et le montant de la T.V.A ;
- ⌚ le montant total TTC dde la prestation réalisée ;
- ⌚ la date d'établissement de la facture;

Les factures relatives aux prestations réalisées sont transmises au service en charge de la facture désigné sur le bon de commande et reprennent de façon détaillée les prestations. Le détail peut faire l'objet d'un fichier distinct de la facture tout en l'accompagnant.

Les factures sont établies par bon de commande. Il ne pourra pas y avoir plus d'un bon de commande par facture.

8.8.3 - Périodicité de l'émission des factures produites en raison des prestations réalisées

La facturation est mensuelle.

Concernant les bons de commandes, la facturation est réalisée lorsque la prestation a été effectuée après vérification et admission. Elle mentionne le numéro du bon de commande.

Du montant de cette facture, qui fait apparaître la valeur totale du bon de commande, est déduit, le cas échéant, le montant des avances et des acomptes versés.

Au cas où une partie des prestations n'aurait pas été réalisée conformément aux stipulations du présent marché, le bénéficiaire se réserve la possibilité de mettre en œuvre un paiement partiel définitif de la commande.

8.8.4 - Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- ⌚ de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique;
- ⌚ du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- ⌚ de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

8.8.5 - Envoi des factures à partir d'un système tiers

L'envoi des factures à partir d'un système tiers peut se faire :

⌚ par transfert de fichier (en mode EDI – Échange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

⌚ en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

8.8.6 - Utiliser le portail Chorus Pro

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- ⌚ déposer ses factures sur le portail ;
- ⌚ saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise, depuis le 1er janvier 2017 (pour les grandes entreprises et les personnes publiques) et le 1er janvier 2020 (pour les microentreprises).

8.9 - Délais de paiement

Conformément à la réglementation applicable en matière de lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le paiement de l'avance intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante (50) milles euros et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Le paiement des acomptes et factures dues à la réalisation définitive de la prestation doit intervenir dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'admission des prestations si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement est effectué sur demande émission de factures dues à la réalisation de la prestation par le titulaire et, le cas échéant après attestation du service fait par le bénéficiaire. Le paiement est effectué en euros par virement au compte ouvert au nom du titulaire. L'ordonnateur, chargé d'émettre le titre de paiement est identifié sur le bon de commande.

8.10 - Retard de paiement

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

8.11 - Émission de titre de recette, le cas échéant

Lorsqu'une partie des prestations n'a pas été réalisée conformément aux dispositions du présent marché, le bénéficiaire se réserve la possibilité d'émettre un titre de recette afin de prendre en compte les pénalités d'indisponibilité ou toute autre indemnité venant en déduction d'une demande de paiement du titulaire.

Article 9 : Cession ou nantissement des créances

9.1 - Cession de l'accord-cadre

Le Marché ne peut en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, que ce soit à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du service des achats.

De même, le transfert du Marché à un autre opérateur économique suite à une opération de restructuration du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du service des achats sous réserve que :

- le cessionnaire présente des garanties professionnelles et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- la cession ne soit pas de nature à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire de l'accord-cadre ;
- la cession ne soit pas de nature à modifier substantiellement l'économie de l'accord cadre.

La cession du Marché acceptée par le service des achats fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du Marché au nouveau Titulaire conclu entre le service des achats, le cessionnaire et le cas échéant le Titulaire cédant.

9.2 - Nantissement des créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Article 10 : Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 le service des achats se réserve le choix de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché passé après mise en concurrence.

Le nouveau marché conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial et doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouvelles prestations.

Article 11 : Assurance

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à souscrire, avant tout début d'exécution du marché, toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante par une ou plusieurs compagnies solvables, la responsabilité qu'il peut encourir, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction, et des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses agents, et renonce à tout recours envers le pouvoir adjudicateur.

L'assurance couvre tant sa responsabilité civile, que sa responsabilité de dommages aux biens et à l'environnement, par des polices appropriées. Cette assurance couvre tous les risques de responsabilité civile inhérents à son activité professionnelle.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation, établissant l'étendue de la responsabilité garantie, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Les polices d'assurances doivent mentionner le montant couvert par sinistre pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels causés par le titulaire. Toutes les franchises stipulées dans les polices d'assurance sont à la charge du titulaire.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le pouvoir adjudicateur, se réserve le droit soit

- De résilier le présent accord-cadre de plein droit et sans indemnité,
- De mettre en place des garanties appropriées au nom du titulaire, le montant de ces primes restant à la charge du titulaire du marché.

Article 12 : Pénalités

Le titulaire devra respecter les prestations pour lesquelles il s'est engagé. Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit, elles sont notifiées par le service des achats au titulaire du marché avec accusé de réception. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire ou d'appliquer des réfections. Les pénalités sont précomptées sur le montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

Lorsque le titulaire ne respectera pas les prestations contractuelles, l'acheteur l'invitera, par écrit, à présenter ses observations dans un délai de quinze jours sur les négligences constatées.

A défaut de réponse du titulaire dans le délai de quinze jours ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, ainsi calculées :

$$P = \frac{V * R}{200}$$

P : Montant de la pénalité

V : Valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité

R : Nombre de jours de retard

Passé le délai fixé dans la proposition du titulaire, le Service des Achats se réserve la possibilité d'annuler la commande et d'acheter l'article manquant auprès d'une autre société.

Par dérogations à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS :

Les pénalités suivantes seront appliquées pour les prestations hebdomadaires et moins fréquentes (y compris pour les prestations à la demande) :

- Toute prestation non réalisée fera l'objet d'une pénalité d'un montant forfaitaire de cent (100) euros par jour et par pièce ou local identifié dans le CCTP ;
- Prestations plus fréquentes qu'hebdomadaire, quotidiennes, Par jour :
Toute prestation non réalisée fera l'objet d'une pénalité d'un montant forfaitaire de deux-cent (200) euros par jour et par pièce ou local identifié dans le CCTP.

Contrôle des prestations

En cas d'absence du représentant du titulaire aux opérations de vérifications programmées des prestations, une pénalité d'un montant correspondant à 3% de la facture mensuelle concernée sera appliquée.

Dispositif en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Après mise en demeure de 15 jours, une pénalité contractuelle de 2 % du montant estimatif du contrat sera appliquée au titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail.

Dispositif en cas de manquement aux règles d'hygiène

En cas de non-respect des règles d'hygiène, une pénalité d'un montant forfaitaire de deux cents (200) euros par manquement constaté (exemple propreté des tenues du personnel) sera appliquée par le directeur de la PFC Est, après mise en demeure par le chef du GSBdD ou son représentant.

Défaut d'approvisionnement des produits et des consommables

Trente (30) euros par jour de retard et par pièce ou local identifié sur l'annexe 1a « Description des locaux, avec fréquences de passage dans les locaux » du présent CCAP (toute journée entamée est due).

Dispositif en cas de non-remplacement d'un personnel absent

En cas de non-remplacement d'un personnel absent, une pénalité d'un montant forfaitaire de cent (100) euros par jour concerné sera appliqué par le directeur de la PFC Est, après mise en demeure par le chef du GSBdD ou son représentant.

Dispositif en cas non-respect des clauses de sécurité

Tout manquement aux mesures de sécurité pourra donner lieu au paiement d'une pénalité d'un 300 € par manquement.

Pénalités liées aux clauses sociales

En cas de non-respect des obligations auxquelles s'est engagé le titulaire en matière d'insertion par l'activité économique, une pénalité d'un montant forfaitaire de cinquante (50) euros par heure d'insertion non réalisée sera appliquée, sauf cause extérieure au titulaire.

Article 13 : Résiliation de l'accord-cadre

13.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le service Achats peut résilier, à tout moment, à l'accord-cadre sans mise en demeure préalable pour motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG-FCS.

Dans ce cas, le présent accord-cadre étant conclu sans engagement, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

13.2 - Résiliation pour faute du titulaire

Selon les dispositions des articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique, lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation ou de l'exécution du marché public, placé dans l'une des situations mentionnées aux différents articles ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour ce motif.

Le service Achats se réserve la possibilité de résilier pour faute l'accord-cadre conclu avec le titulaire dans les cas visés à l'article 41 des CCAG-FCS.

13.3 - Clause de sauvegarde

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit après mise en demeure restée sans effet de prononcer la résiliation unilatérale du marché sans indemnité dans tous les cas où le titulaire par négligence, incapacité ou mauvaise foi, ne remplit pas les conditions du marché ou a méconnu les obligations résultant de la réglementation en vigueur.

Le pouvoir adjudicateur sera en droit de faire supporter aux frais et risques du titulaire, toute dépense complémentaire rendue indispensable pour garantir les niveaux de service exigés pour l'exécution du marché.

La résiliation sera prononcée par le pouvoir adjudicateur du marché, et notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, elle n'exonère pas, pour autant, le titulaire de ses obligations relatives aux prestations commandées avant la date de résiliation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 14 : Pièces et attestations à fournir

14.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article « résiliation » du présent CCAP.

14.2 Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le service Achats enjoint aussitôt au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux (2) mois à compter de cette mise en demeure pour apporter la preuve de la fin de la situation délictuelle, sans quoi, à l'issue de ces deux (2) mois, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

14.3 Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre au bénéficiaire, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 et affectés à la réalisation des prestations.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- ⌚ sa date d'embauche ;
- ⌚ sa nationalité ;
- ⌚ le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Conformément à l'article D 8254-4 du code du travail, cette liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

En cas de non-respect de ces dispositions et après mise en demeure restée infructueuse pendant 2 jours, le bon de commande est annulé. Le manquement répété au présent article de la part du titulaire peut conduire à la résiliation du marché.

14.4 Obligations en matière de détachement des travailleurs (hors France)

Tout titulaire qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Il doit notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la prestation.

À cet effet, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse au bénéficiaire, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, le bénéficiaire vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

Article 15 : Développement durable

15.1 - Responsabilité environnementale

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : la liste des produits utilisés pour l'exécution des prestations doit contenir au minimum 80 % d'écolabel ou équivalent (cf article 5.3 du CCTP).

Par ailleurs, le titulaire est tenu de respecter les prescriptions environnementales définies par la législation française et européenne et les normes en vigueur applicables aux matériels informatiques.

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le titulaire s'y conforme et communique au bénéficiaire les mesures mises en œuvre.

Dans tous les cas et sur simple demande du bénéficiaire, le titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation.

En cas de manquement, le titulaire encourt, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent marché.

Article 16 : Clause ou stipulation réputée non écrite

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles sont réputées non écrites, cependant que les autres stipulations de l'accord-cadre conservent toute leur force et leur portée.

Article 17 : Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution de l'accord-cadre, la loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application des clauses de l'accord-cadre est le tribunal administratif de Basse-Terre.

DÉROGATIONS CCAG-FCS

Clauses	Articles du CCAP qui dérogent aux CCAG/FCS	Articles des CCAG/FCS concernés
Défaillance du titulaire	7	45
Clause de sauvegarde	8.4	40
Pénalités	12	14.1.3
Clause de sauvegarde	13.3	40